

Corrigé bac HGGSP 2026 Asie, jour 1

Proposition de corrigé - non officielle. Bac général, spécialité HGGSP, session 2026 Asie, jour 1 (26-HGGSPJ1JA1). À l'épreuve, une dissertation est à choisir et l'étude critique reste obligatoire.

[Sujet officiel](#) · [Annales de ce concours ou examen](#)

Dissertation 1 - Les modes de résolution des conflits depuis les traités de Westphalie

Problématique

Mettre fin aux combats et construire une paix durable sont deux objectifs différents. Comment les modes de résolution se sont-ils diversifiés depuis 1648, sans supprimer les rapports de puissance ?

I. Négocier entre puissances souveraines

Les traités de Westphalie, en 1648, clôturent notamment la guerre de Trente Ans et réorganisent les rapports politiques et territoriaux en Europe. La négociation diplomatique vise à établir un règlement accepté par les puissances. Ils constituent un jalon majeur, sans créer instantanément un monde d'États tous égaux ou une paix universelle.

Le congrès de Vienne de 1814-1815 recherche un équilibre après les guerres napoléoniennes. Concertation et alliances cherchent à prévenir de nouveaux bouleversements. Cette paix entre gouvernements peut cependant laisser de côté les aspirations nationales et les populations concernées.

II. Organiser la sécurité collective

Après 1918, la Société des Nations porte l'espoir d'un règlement par le droit et la coopération. Ses moyens limités et les décisions des puissances empêchent d'arrêter les agressions des années 1930. En 1945, l'ONU construit un nouveau cadre, avec un Conseil de sécurité capable d'adopter des mesures contraignantes.

La médiation, les sanctions et les opérations de paix élargissent les instruments. La guerre froide montre cependant le poids des rivalités et du veto. Une organisation internationale ne possède pas une volonté et des moyens entièrement indépendants des États membres.

III. Associer règlement politique et consolidation

Les conflits internes et internationalisés exigent parfois des négociations entre gouvernements et groupes armés. Un cessez-le-feu peut ouvrir un processus, mais il ne règle pas automatiquement les questions de sécurité, de pouvoir ou de retour des déplacés. L'accord doit pouvoir être appliqué et accepté.

La justice, la reconstruction et le désarmement peuvent contribuer à réduire les causes d'une reprise des violences. Le règlement reste fragile si les acteurs excluent certaines populations ou si les garants ne respectent pas leurs engagements. Depuis Westphalie, les moyens se multiplient donc, mais la paix demeure une construction politique à plusieurs niveaux.

Dissertation 2 - Les États-Unis et l'environnement

Problématique

Le territoire américain a été pensé comme une ressource à exploiter, mais il a aussi suscité une histoire ancienne de protection. Comment expliquer cette coexistence ?

I. Un territoire mobilisé pour le développement

L'expansion territoriale, l'agriculture, l'industrie et les transports transforment les milieux. Les ressources énergétiques et minières contribuent à la puissance économique. Le modèle de consommation et de mobilité repose longtemps sur une utilisation importante des matières et de l'énergie.

Cette histoire implique aussi des appropriations de terres et des atteintes aux populations autochtones. Présenter la nature comme un espace vide disponible serait donc une lecture partielle de sa mise en valeur.

II. Des protections et des mobilisations anciennes

La création de parcs nationaux, à partir notamment de Yellowstone en 1872, illustre une volonté de préserver certains espaces. Conservation et préservation ne répondent pas toujours à la même logique : gérer une ressource durablement ou limiter son exploitation.

Au XXe siècle, les pollutions et les mobilisations élargissent la question au-delà des paysages remarquables. La création de l'EPA en 1970 marque une institutionnalisation fédérale de la protection. L'[histoire officielle de l'agence](#) rappelle le rôle des inquiétudes publiques et des réformes de l'époque.

III. Une politique traversée par les conflits d'échelles

Gouvernement fédéral, États fédérés, villes, entreprises, scientifiques et associations poursuivent des stratégies parfois différentes. La protection peut entrer en tension avec l'emploi, les revenus des activités extractives ou les usages du foncier. Les inégalités d'exposition aux nuisances donnent aussi une dimension sociale au débat.

À l'échelle mondiale, le poids économique et les émissions des États-Unis rendent leurs choix importants. Les engagements internationaux et les orientations fédérales varient, tandis que d'autres acteurs continuent d'agir. Il faut donc éviter de parler d'une position américaine unique et stable : l'environnement est à la fois une ressource, un patrimoine et un terrain de conflit politique.

Étude critique - Rivalités et coopérations spatiales

Nature et complémentarité des documents

Le tableau présente des lancements entre juillet 2022 et juin 2023, à partir d'une publication de Géoconfluences. L'entretien de Jean-François Clervoy, publié en 2020, apporte un témoignage professionnel et une lecture historique. Le premier compare une période récente ; le second explique des logiques de longue durée. **Leur confrontation permet d'étudier comment puissance publique, coopération et entreprises s'articulent.**

Une hiérarchie de puissance et une forte place du privé

Le tableau attribue 93 lancements aux États-Unis, 42 à la Chine et 21 à la Russie. Il montre l'importance de SpaceX : 77 des 93 lancements du groupe américain. Ces valeurs concernent la période et le classement retenus ; elles ne mesurent ni le nombre total de satellites ni, à elles seules, toute la puissance spatiale.

L'entretien rappelle que les programmes sont décidés au plus haut niveau politique : Kennedy fixe en 1961 un objectif lunaire pour répondre aux succès soviétiques. Les entreprises ne font donc pas disparaître la stratégie des États. Les agences, commandes publiques et capacités industrielles restent liées.

Une coopération possible entre rivaux

Clervoy présente l'accord de 1972 préparant Apollo-Soyouz comme un geste de détente. Il faut distinguer cet accord de la mission réalisée en **1975**. Les visites et entraînements croisés produisent une coopération concrète entre équipes auparavant adverses.

La station spatiale internationale prolonge cette logique de partage des coûts et des compétences. L'entreprise privée peut aussi devenir partenaire d'un programme public, comme le montre le ravitaillement évoqué dans l'entretien. Coopérer ne signifie donc pas renoncer à toute compétition.

Limites et recul critique

Le tableau est un instantané et ne donne pas les masses mises en orbite, la fiabilité ou la finalité des missions. L'entretien, antérieur, valorise les collaborations et ne suffit pas à décrire les changements survenus après 2020. Ses chiffres de vols ne doivent pas être présentés comme des totaux de 2026.

La chronologie technique appelle aussi une précision : le passage évoque un retour de premier étage en 2016, mais ce n'est pas la date du tout premier atterrissage terrestre réussi de Falcon 9, réalisé en décembre 2015. L'année 2016 correspond notamment au premier succès sur une plateforme maritime. L'analyse porte sur l'essor de la réutilisation, sans confondre ces étapes.

Les documents montrent finalement un espace où le prestige, la sécurité et les marchés encouragent les rivalités, tandis que coûts, normes et projets scientifiques favorisent des partenariats sélectifs.